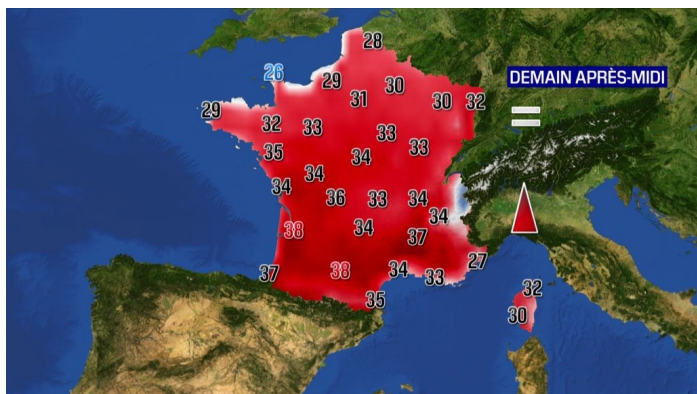


PÉRIL ROUGE

Nulle question ici de polémiques électorales mais le péril qui nous guette vraiment est la multiplication en cours des canicules et autres vagues de fortes chaleurs.

Un ancien président avait énoncé lors d'un sommet de la Terre en 2002 « notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». Vingt ans plus tard, qu'avons-nous fait ? Pas grand-chose à vrai dire.

Les gouvernements se succèdent avec continuité dans l'inaction. Pendant ce temps-là la situation s'est fortement dégradée pour en arriver à la carte météo



ci-dessous d'un rouge écarlate.

En même temps, les décideurs ne sont pas sous pression, la crise climatique faisant rarement la une des médias. Pire, les lancements des sujets en sont encore à « faut-il s'inquiéter de la crise climatique » alors que les scientifiques s'époumonent dans le vide pour alerter sur la catastrophe en cours.

Nos conditions de vie sont pourtant plus que menacées, la faune et la flore souffrent, la France est sous « alerte incendie », la sécheresse est déjà là.

Et pourtant, même pour un système néolibéral, l'addition est déjà lourde. Une étude de 2021 révélait que le coût indirect des canicules en France entre 2015 et 2020 s'élevait à 37 milliards d'€. Mais les lobbys industriels et les multinationales du pétrole ont jusqu'alors réussi à bloquer toute inflexion politique au parlement européen.

Tant que les profits monstrueux à court terme l'emporteront sur les impératifs de survie à moyen terme, ce sera « don't look up ».

De son côté, la CGT travaille la question et intègre « urgences sociales et urgences climatiques » dans ses revendications.

CHSCT ET MACRAMÉ

Le CHSCT 44 propose aux agent-es du ministère un forum « Bien-être au travail » le 24 juin au Solilab à Nantes, organisé par La Fabrique du Changement.

Une initiative transverse et originale pour promouvoir la qualité de vie au travail, validée en CHSCT. Mais le programme détaillé est assez surprenant.

D'une, a priori, ces formations sont plutôt destinées à l'encadrement en situation de management.

De deux, on flirte parfois avec le « développement personnel ».

Ainsi les ateliers « l'art de vivre avec confiance, en pleine conscience », « accueillir et reconnaître ses émotions pour mieux collaborer », « réapprendre à respirer pour mieux gérer sa charge mentale »... Dans la droite ligne de la gestion managériale à la sauce néolibérale,

on fait peser « l'adaptabilité » sur l'individu sans jamais remettre en question les process qui conduisent au stress et au mal être.

Pour la CGT, le « bien être au travail » n'est possible que lorsque les conditions de travail sont correctes. Les suppressions d'emplois, les restructurations incessantes, la dévalorisation des métiers, l'industrialisation des tâches... voilà les points qu'il faudrait aborder. À défaut, ces initiatives, plus ou moins sympathiques, ne seront que cataplasme sur jambe de bois.

ON S'EN MÊLE

La CGT revendique son indépendance vis-à-vis des partis politiques et des employeurs, mais elle n'est pas neutre. Elle ne s'interdit pas d'intervenir pour peser et contester des choix politiques trop souvent néfastes pour le monde du travail, comme nous l'avons vécu lors du précédent quinquennat.

Un bloc de député-es progressistes, le plus important possible, à l'Assemblée nationale, doit permettre de traduire les conquêtes des salarié-es dans la loi. La CGT est force de nombreuses propositions en matière sociale, économique et environnementale. Elle appelle donc les salarié-es à poursuivre les mobilisations pour l'augmentation générale des salaires, pensions et minima sociaux, pour la retraite à 60 ans, le Smic à 2000 euros bruts, le renforcement des services publics, la relocalisation de l'industrie, la création de pôles publics pour nos besoins fondamentaux, comme l'énergie, par exemple.

Suppression des CHSCT

